

modèles, ou une industrie automobile canadienne faisant cavalier seul et ne produisant qu'un ou deux modèles. Quant à la deuxième possibilité, l'industrie de l'automobile canadienne faisant cavalier seul, nous devons nous demander si les Canadiens accepteront de ne pouvoir choisir qu'un ou deux modèles et nous rappeler que même la production de ces quelques modèles devra être subventionnée ou protégée. Je ne saurais dire si nous pouvons le faire en vertu des politiques actuelles du gouvernement qui forcent constamment le secteur privé à cesser progressivement son activité pour le remplacer par le secteur public.

• (8.50 p.m.)

Pendant que le bill C-259 franchissait les diverses étapes, nous avons été témoins de la manière dont le gouvernement s'y prend pour diminuer l'activité du secteur privé. Aujourd'hui, le *Globe and Mail* signalait que 40 p. 100 moins de concessions minières avaient été jalonnées en Ontario au cours des neuf premiers mois de 1971 que pour la période correspondante de 1970. En Alberta, un tiers des installations destinées à l'extraction du pétrole sont au repos. L'activité dans le secteur privé risque à coup sûr de diminuer sous peu.

Le bill, en modifiant de 50 p. 100 au moins l'impôt sur les petites entreprises, n'encouragera guère la création de nouvelles sociétés ni leur expansion. L'impôt sur les gains en capital, et plus particulièrement sur les gains à long terme, n'est certainement pas indiqué au moment où le Canada devrait plutôt créer un climat plus propice aux investissements canadiens. L'imposition des revenus internationaux des filiales canadiennes au moment même où les Américains réexaminent cet aspect de leur politique fiscale semble particulièrement imprudent.

Ainsi qu'il ressort d'une récente enquête du Conseil économique, le Canada est le seul pays hautement industrialisé à ne pas bénéficier d'un tarif douanier lui donnant accès à un marché de 100 millions de personnes au moins. Le gouvernement répète que la main-d'œuvre canadienne a le taux de croissance le plus rapide du monde et que cette situation se maintiendra pendant une décennie encore. Si la Grande-Bretagne, pays hautement industrialisé de 55 millions d'habitants, a jugé nécessaire d'adhérer au Marché commun, nous devrions à plus forte raison étudier très attentivement nos rapports commerciaux avec les États-Unis. Ce n'est pas le moment de réprimer les initiatives privées par une loi restrictive sur la concurrence ou des modifications au Code du travail qui empêcheront les innovations et l'évolution technologique, ce qui gênera sûrement les efforts des chefs d'entreprise pour soutenir la concurrence.

On a beaucoup insisté sur la nécessité de développer notre industrie manufacturière, mais les Américains sont les seuls à pouvoir se permettre d'acheter nos produits fabriqués fort coûteux. Tout semble indiquer que si nous ne pouvons pas vendre nos produits sur le marché américain, nous devons produire à beaucoup moins de frais que nous ne le faisons maintenant. Le cultivateur de céréales de l'Ouest l'a appris à ses dépens. A l'heure actuelle, il vend ses céréales à un prix inférieur à celui qu'il obtenait dans les années 40, et l'avenir ne semble pas plus prometteur.

Si le Canada veut maintenir sa position concurrentielle et son indépendance économique dans le monde, il doit compter sur la capacité de ses citoyens de maintenir le secteur privé en bonne santé. C'est seulement ainsi que nous pourrions produire des richesses qui profiteront à

tout le pays. Les mesures restrictives du gouvernement ne serviront qu'à diminuer la production de richesses dans l'ensemble du pays.

Nous devons vivre sur le continent nord-américain, monsieur l'Orateur, et nous sommes les voisins des États-Unis. Nous devrions du moins nous féliciter de ne pas avoir comme voisine l'Union soviétique, expérience qu'ont eue, pour leur malheur, les Polonais et les Tchèques. Encore aujourd'hui un article de journal rapporte une concentration massive de forces navales soviétiques dans l'Atlantique Nord et dans la Méditerranée. Il n'y a certainement personne au Canada qui pense que ces forces sont là pour nous protéger. En tant que nation, il se peut que nous n'ayons pas tout ce que nous voulons, mais nous devrions nous féliciter d'avoir un voisin comme le nôtre.

L'hon. Herb Gray (ministre du Revenu national): Monsieur l'Orateur, la question des investissements étrangers au Canada a manifestement de l'importance pour les Canadiens en général et pour le gouvernement. J'ai donc écouté attentivement les commentaires des chefs du NPD et de l'opposition officielle au début de la journée. J'étais très curieux de savoir si, après avoir demandé au gouvernement d'énoncer sa politique sur les investissements étrangers et après lui avoir reproché de ne pas l'avoir fait, ils avaient eux-mêmes des politiques précises à présenter sur cette question vitale. Il est clair, d'après leurs discours, qu'ils ne semblent pas avoir encore prévu de telles politiques quoique, monsieur l'Orateur, je reconnaisse que le chef du NPD du moins s'est sincèrement efforcé de donner l'impression de prendre nettement position sur le sujet. Mais, à mon avis, même lui, en dépit de ses efforts, a été à vrai dire tout aussi vague et inconséquent que le chef de l'opposition.

Le chef du NPD a admis, en quoi il s'écartait beaucoup des propos que lui-même et son parti tiennent depuis quelques semaines, qu'il faut maintenir avec les États-Unis des relations étroites et amicales. Je crois que ce sont ses propres termes. Puis il a protesté lorsque le premier ministre (M. Trudeau) a eu avec le président des États-Unis, précisément dans ce but, des entretiens qui ont été fort utiles. Le chef du NPD a poursuivi—et cela aussi est un changement—en louant les entrepreneurs canadiens et la compétence des magnats canadiens, disant que nous devrions en avoir davantage, mais ajoutant qu'ils étaient égoïstes, qu'ils étaient à l'affût d'un gain facile, et qu'il faudrait les remplacer par des investissements publics et des sociétés de la Couronne. Je dirai que, je l'ai remarqué il y a quelques instants, l'un des orateurs du NPD se plaignait de ce qu'une des sociétés qu'il préconise tant vienne de dépenser de fortes sommes pour l'achat d'émissions de télévision américaines.

A un moment donné, le chef du NPD s'est prononcé en faveur d'une politique qui serait mise au point et appliquée en coopération avec les provinces, mais un peu plus loin, il a regretté que le gouvernement fédéral puisse éventuellement souhaiter de voir quelle sera la réaction des provinces aux mesures proposées à l'endroit des investissements étrangers. Je ne pense pas qu'il ait répondu complètement à la question posée par le député de Don Valley (M. Kaplan) qui lui avait demandé si, selon lui, les gouvernements provinciaux devraient vraiment avoir voix au chapitre lorsqu'il s'agit de décider s'il convient d'interdire l'accès de leur territoire aux investissements étrangers.

M. Skoberg: Où étiez-vous?